



🏠 / [France](#)

FRANCE

France: ces affaires qui ont embarrassé les présidents français



Publié le : 27/07/2018 - 22:19



L'empereur centrafricain Jean-Bedel Bokassa lors de son autoproclamation, à Bangui, le 4 décembre 1977. AFP/Pierre Guillaud

Texte par : [Julien Vallet](#)

[Suivre](#)

En moins d'une semaine, les révélations se seront accumulées à une vitesse folle sur Alexandre Benalla, jeune homme de 26 ans, mis en cause pour avoir passé à tabac deux personnes lors d'une manifestation le 1er mai dernier et

dont ont été depuis dévoilés les liens qui l'unissaient au président Emmanuel Macron. Mais avant « l'affaire Benalla », d'autres « affaires d'Etat », de Ben Barka à Clearstream en passant par « les diamants de Bokassa », ont entaché la réputation des chefs d'Etat français, sans toujours avoir de conséquences politiques pour autant.

PUBLICITÉ



- **De Gaulle et l'enlèvement de Ben Barka**

Le 29 octobre 1965, le leader de l'opposition marocaine Mehdi Ben Barka est interpellé par deux policiers français près de la brasserie Lipp, à Paris. Cette figure tiers-mondiste, qui vit en exil depuis un an et a déjà été condamné à mort par contumace dans son pays, se trouve dans la capitale française pour y rencontrer les réalisateurs français Michel Fitrani et Georges Figon pour un projet de film sur la décolonisation. La voiture dans laquelle il prend place l'emmène dans la maison d'un truand français à Fontenay-le-Vicomte. Sa trace se perd à ce moment-là : on ne saura jamais ce qu'il est advenu de l'opposant, dont on a peut-être fait disparaître le corps après l'avoir éliminé.

Les soupçons se portent aussitôt sur les services secrets marocains et notamment le général Mohamed Oufkir, qui se trouvait à Paris au moment des faits. Le général de Gaulle est furieux et procède à une réorganisation de ses services de renseignement. Mais il estime lors d'une conférence de presse en février 1966 que « *ce qui s'est passé n'a rien eu que de vulgaire et de subalterne* ». L'affaire refroidit longuement les relations franco-marocaines, le général de Gaulle allant jusqu'à rappeler son ambassadeur au Maroc. Cinquante ans plus tard, malgré l'activisme de la famille Ben Barka, **la lumière n'a**

toujours pas été faite sur cette affaire.

L'enlèvement du dissident survient à un mois et demi de la présidentielle de 1965, au cours de laquelle le président français est mis en ballottage. Mais son mauvais résultat du premier tour s'explique surtout par la répugnance du général à faire campagne. L'affaire Ben Barka n'a eu qu'un impact limité sur ses mauvais résultats. « *Le président français y reste étranger*, explique Jean Garrigues, historien et professeur à Sciences Po Paris, auteur de « Les scandales de la République : de Panama à l'affaire Elf » (Robert Laffont, 2004). *Il préfère circonscrire le problème à un dérapage des services de sécurité et se défait sur le SDECE* », le Service de documentation de documentation extérieure et du contre-espionnage, ancêtre de la DGSE. Seule l'opposition de gauche y voit la preuve du fameux Etat dictatorial qu'elle dénonce depuis le retour au pouvoir du Général. François Mitterrand, qui deviendra à son tour président en 1981, avait d'ailleurs publié l'année précédente un brûlot à son encontre intitulé « Le coup d'Etat permanent ».

Mais la fronde politique et médiatique se focalise quand même d'abord sur le ministre de l'Intérieur du moment, Roger Frey, jugé responsable, et laisse de côté le général de Gaulle. « *Cette affaire a eu assez peu de conséquences et n'a pas changé la perception que les Français avaient du régime gaullien dont ils acceptaient le caractère autoritaire*, poursuit le chercheur. *Il existait à l'époque un consensus sur le caractère monarchique de ce régime* ». Dans le contexte de l'époque, sous la présidence de De Gaulle, ajoute Jean Garrigues, une affaire comme celle d'Alexandre Benalla n'aurait même pas donné lieu à un entrefilet dans les journaux.

• **Georges Pompidou, l'affaire Markovic et la rumeur**

Le 1er octobre 1968, le corps de Stefan Markovic est retrouvé dans une décharge en banlieue parisienne. Cet exilé yougoslave de 31 ans n'est autre que l'ancien « homme à tout faire » et chauffeur de l'acteur Alain Delon et de son épouse Nathalie. Très vite, les rumeurs vont bon train sur le mobile du meurtre. Selon l'une d'elles, Markovic détenait des photos compromettantes prises lors de « parties fines » impliquant des personnalités et s'en servait pour les faire chanter. La propre épouse de l'ex-Premier ministre George Pompidou, Claude, aurait participé à ces orgies.

« *Il s'agit de la première "fake news" d'ampleur sous la Ve République* », note Jean Garrigues, juste après la « rumeur d'Orléans » qui prétendait que des femmes étaient enlevées dans les boutiques juives d'Orléans pour les prostituer à l'étranger. George Pompidou, qui a présenté sa démission en juillet 1968 sur fond de désaccord avec le

général de Gaulle sur sa gestion de Mai-68, est aussi en quelque sorte victime de son côté « people ». Après la présidence gaullienne jugée plus austère, l'ex-Premier ministre se veut plus moderne et se distingue par sa fréquentation des milieux médiatiques et des artistes.

L'affaire n'empêchera pas George Pompidou de remporter la présidentielle en 1969 mais l'homme politique en gardera une profonde rancœur envers le général de Gaulle, à qui il reprochera notamment de ne pas l'avoir assez soutenu, mais aussi à certains barons du gaullisme, notamment des gaullistes de gauche, comme René Capitant, qu'il soupçonne d'avoir laissé la rumeur se propager. « *Cette affaire est aussi révélatrice d'un choc des cultures entre les figures de Pompidou et de D.e Gaulle et d'une guerre de succession, estime Jean Garrigues. Certains au sein de la famille gaulliste n'étaient pas prêts à voir Pompidou, l'héritier naturel du général, lui succéder* ».

- **Valéry Giscard d'Estaing et les « diamants de Bokassa »**

« *L'affaire dite des "diamants de Bokassa" s'inscrit dans un contexte particulier, sur fond de Françafrique et alors que le président de l'époque, Valéry Giscard d'Estaing, au pouvoir depuis quatre ans, entretient des relations néo-colonialistes qui lient la France et les pays africains par des intérêts économiques* », explique Jean Garrigues. Elle éclate le 10 octobre 1979 quand *Le Canard Enchaîné* se fait l'écho de plusieurs cadeaux, dont des plaquettes de diamants, que Jean-Bedel Bokassa, **empereur autoproclamé de Centrafrique**, aurait faits au président Giscard d'Estaing. Ce dernier, grand amateur de safari, s'est rendu à plusieurs reprises en République centrafricaine quand il était ministre des Finances de Pompidou au début des années 1970 puis à nouveau une fois élu à l'Elysée. La révélation tombe mal : deux semaines plus tôt, la France a mené l'opération Caban qui a permis de déposer le dictateur sanguinaire, accusé de la mort de plusieurs dizaines d'écoliers lors d'une sanglante répression et à qui ses partenaires africains ont progressivement tourné le dos. « *Cette affaire, poursuit Jean Garrigues, marque l'émergence en France d'un contre-courant médiatique* », porté par *Le Canard Enchaîné* et surtout *Le Monde*, qui reprend les informations du *Canard* et où certains journalistes du service politique sont très hostiles au pouvoir giscardien.

Pour Jean Garrigues, il faut y voir un règlement de comptes orchestré par Jean-Bedel Bokassa, lequel ne supporte pas d'avoir été lâché par VGE, mais surtout une grave erreur de communication du président de l'époque. Alors que l'on assiste à un véritable mouvement de bascule dans le contrôle de l'information, VGE se défend par ailleurs très mal. « *Son image d'une présidence de surplomb est contestée, comme sa stratégie de riposte très méprisante – c'est d'ailleurs le mot qu'il emploie pour parler de l'affaire :*

"méprisant" - qui n'est plus adaptée aux besoins de l'époque, juge Jean Garrigues. Il y a un décalage entre un président figé dans une attitude néo-gaullienne et une société française qui réclame des explications ». Si les cadeaux de l'ex-empereur de Centrafrique se sont révélés d'une valeur minime, en tout cas bien loin du chiffre d'un million de francs évoqué dans un premier temps par *Le Canard*, les conséquences politiques sont dévastatrices. On a tendance à attribuer aux diamants de Bokassa la non-réélection de Valéry Giscard d'Estaing en 1981. Pour Jean Garrigues, c'est en partie vrai. Cette affaire, qui permet de dénoncer vigoureusement la Françafrique, est fortement instrumentalisée par les gaullistes et Jacques Chirac qui mènent une véritable campagne anti-Giscard. Les militants gaullistes s'amuse alors à poser des autocollants couleur diamant sur les yeux de Giscard sur ses affiches de campagne.

- **François Mitterrand et la cellule d'écoutes de l'Élysée**

Newsletter



Recevez toute l'actualité internationale directement dans votre boîte mail

[Je m'abonne](#)

Arrivé au pouvoir en 1981, François Mitterrand met en place deux ans plus tard une « cellule antiterroriste » dirigée par Christian Prouteau. Placée directement sous la houlette de l'Élysée, ce Groupement de sécurité présidentiel - c'est son titre officiel - mettra sous écoutes, en toute illégalité, plus de 150 personnalités, dont le journaliste Edwy Plenel, l'actrice Carole Bouquet ou encore l'écrivain Jean-Edern Hallier qui s'apprêtait à publier dès 1982 un livre sur la fille cachée du président, Mazarine Pingeot, fruit de sa relation avec sa maîtresse Anne Pingeot. François Mitterrand parviendra à faire détruire tous les exemplaires à temps. Au total, plus de 3 000 conversations sont enregistrées et archivées, alors qu'en théorie, les écoutes sont réservées à un usage judiciaire. Pour Jean Garrigues, il s'agit d'un authentique « *abus de pouvoir directement imputable au président de la République* », assez différent du cas Benalla qui, en comparaison, relève plus d'un agent « *qui a outrepassé ses fonctions* ». Si l'affaire des écoutes de l'Élysée est révélée dès 1992, elle ne donnera lieu à des condamnations en justice qu'en 2004, soit huit ans après la mort de l'ancien président, qui ne sera donc jamais inquiété.

Mais les années Mitterrand sont aussi marquées par **le scandale du Rainbow Warrior** qui éclate en 1985. Ce navire de l'ONG de défense de l'environnement Greenpeace s'apprêtait à protester contre les essais nucléaires français dans le Pacifique lorsqu'il coule après le déclenchement d'une charge explosive, tuant un photographe de l'organisation à son bord. Un faux couple d'agents du renseignement français, les « époux Turenge », sont arrêtés à Auckland, en Nouvelle-Zélande, soupçonnés par la police locale d'avoir organisé l'attentat. Accusé d'avoir donné son feu vert, le ministre de la Défense de l'époque, Charles Hernu, doit démissionner. « *On ne sait pas si François Mitterrand était au courant et il semble même que non, estime Jean Garrigues. Il adopte alors la même attitude que le général de Gaulle avec l'affaire Ben Barka et préfère dénoncer un dysfonctionnement des services de sécurité* ». Cette affaire, qui relève d'un véritable « terrorisme d'Etat », n'empêchera pas François Mitterrand d'être réélu trois ans plus tard. « *Il réussit même à se reconstituer une image de président rassembleur et au-dessus de la mêlée* », que l'on surnomme affectueusement « Tonton » et alors qu'on parle de « génération Mitterrand ». « *Il y a une ambiguïté dans la Cinquième République, poursuit Jean Garrigues. Les Français veulent des résultats, ils plébiscitent une image d'efficacité, de solennité et d'autorité. La tentation est donc grande pour un ministre comme Charles Hernu d'aller au-delà des règles et s'affranchir des règles n'est même pas préjudiciable politiquement* ». Le 8 mai 1988, François Mitterrand est ainsi réélu face à Jacques Chirac avec 54% des voix.

- **Jacques Chirac et les emplois fictifs**

En 2011, l'ancien président Jacques Chirac, est condamné pour « détournement de fonds publics » lorsqu'il était maire de Paris entre 1977 et 1995 et que des membres du parti gaulliste RPR étaient rémunérés par la municipalité. La mairie de la capitale aurait par ailleurs reçu des commissions de la part d'entreprises en l'échange d'attribution d'habitations à loyers modérés (HLM). Dans ces affaires, plusieurs figures du RPR tombent. Mis en cause, Michel Roussin, l'ancien ministre de la Coopération dans le gouvernement de Balladur, démissionne en 1993 avant que le juge ne prononce un non-lieu. Premier ministre de 1995 à 1997, Alain Juppé est condamné en 2004 à 14 mois de prison avec sursis et un an d'inéligibilité. De son côté, Jacques Chirac aura longtemps échappé à la justice. Sa condamnation en 2011 au terme d'une saga judiciaire qui aura duré plus d'une décennie aura à peine entaché sa popularité. L'ancien président figure toujours dans le top 50 des personnalités préférées des Français. Pour Jean Garrigues, Jacques Chirac a en fait mis en place un véritable système autour de lui, qui l'a aussi longtemps protégé des poursuites. Le président bénéficie de l'immunité en cours de mandat, ce qui retarde les poursuites dans un premier temps. « *Jacques Chirac comme François Mitterrand bénéficiaient de strates de protection autour d'eux, poursuit Jean*

Garrigues. *Il est donc rare que les investigations judiciaires remontent jusqu'à eux dans les affaires car il y a beaucoup d'intermédiaires avant ».*

- **Sarkozy et le financement libyen**

En 2011, deux journalistes du site *Mediapart* révèlent, document à l'appui, les relations entre l'ancien secrétaire général de l'Élysée Claude Guéant et un certain Ziad Takkiedine. Ce marchand d'armes aurait servi d'intermédiaire pour **un possible financement** par l'ancien Guide de la révolution libyenne Mouammar Kadhafi de la campagne de l'ancien président Nicolas Sarkozy. En décembre 2007, quelques mois après son élection, ce dernier reçoit en grande pompe le dictateur libyen.

Quatre ans plus tard, le même Nicolas Sarkozy soutient le renversement du régime kadhafiste, qui aboutit à la mort de son fondateur. En novembre 2016, Ziad Takkiedine admet avoir acheminé trois valises d'argent libyen pour un montant total de 5 millions d'euros directement réceptionnés par Claude Guéant. *« Les "affaires" font de plus en plus de dégâts et des dégâts de plus en plus durables. En France, on assiste à une hausse de l'exigence démocratique, sur le modèle des pays scandinaves ou anglo-saxons et le président qui concentre beaucoup de pouvoirs, se retrouve au centre de cette exigence »,* poursuit Jean Garrigues qui conclut au sujet de l'affaire du financement libyen *« qu'elle a déjà beaucoup fait de mal au candidat Sarkozy à la primaire de 2016. Si les faits sont avérés, il s'agirait du plus grave scandale, de la plus grosse affaire d'Etat ».*

Poursuivez votre lecture sur les mêmes thèmes :

[FRANCE](#)[CENTRAFRIQUE](#)[VALÉRY GISCARD D'ESTAING](#)[EMMANUEL MACRON](#)[FRANÇOIS MITTERRAND](#)

SUR LE MÊME SUJET

LIBYE

[Info RFI] Financement libyen: l'ancien interprète de Kadhafi témoigne

REVUE DE PRESSE AFRIQUE

A la Une: connaîtra-t-on un jour la vérité sur l'affaire Ben Barka?

LES PLAISIRS DU JOURNALISME

Les diamants de Bokassa

CONTENUS SPONSORISÉS

Recommandé par outbrain

Publicité



"Pathétique" : Léa Salamé, son compagnon Raphaël Glucksmann...

Sponsorisé : Gala

Publicité



"Tu vas tailler une p*pe pour dormir" Corinne Masiero se confie sur...

Sponsorisé : Oh!MyMag

Publicité



Paris: Les personnes nées entre 1945-1987 (et non équipées de... C'est voté, les panneaux...

Sponsorisé : Panneaux solaire...

Publicité



Le prince Harry chassé des États-Unis : ce camouflet auquel il ne...

Sponsorisé : Gala

Publicité



Cabine exclusivement classe affaires

Publicité



L'exploration en tout électrique devient

entre Paris Orly et New York à partir de...

Sponsorisé : La Compagnie

réalité avec le Ford Explorer 100%...

Réservez-le dès maintenant.

Sponsorisé : FORD CX740s



Frédéric Mitterrand annonce être "malade"



En Ukraine, des volontaires ramassent les corps abandonnés des soldats...



Invité international - Relation pays du Golfe/Syrie: «L'Arabie...»

Publicité



Affaire Duhamel : la justice a enfin tranché !

Sponsorisé : Femme Actuelle

Publicité



Senior : classement des meilleures mutuelles 2023 (dès 10,11€/mois)

Sponsorisé : Lecomparateurassurance.com

Publicité



Publicité



Audition après 50 ans : oubliez les aides auditives du passé, place à la nouvelle...

Sponsorisé : bonne-audition.fr

Brigitte Macron : son évolution physique en photos

Sponsorisé : [Femme Actuelle](https://www.femme-actuelle.com)

PLUS D'ACTUALITÉS EN VIDÉO

L'info Afrique au cœur de RFI - #EnsembleavecRFI



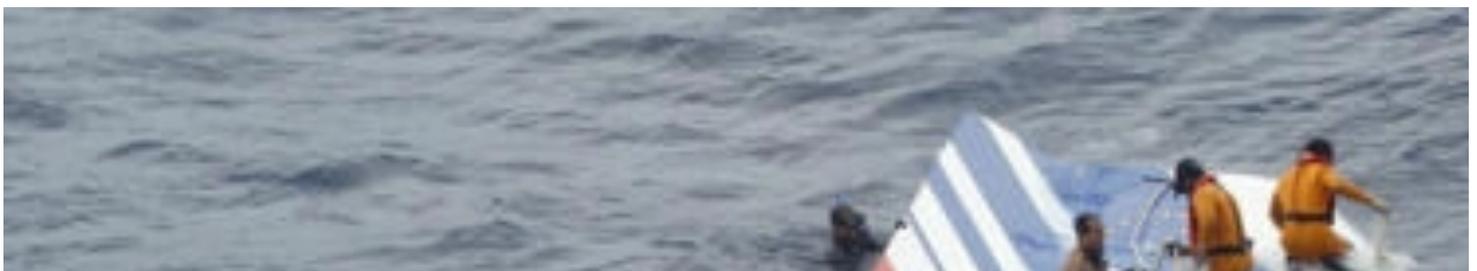
ÉGALEMENT SUR RFI
















A la une


Podcasts


Directs


Par région


Menu

 File d'attente

Votre playlist est vide
[Découvrir nos podcasts](#)